

LES RELATIONS ENTRE LA MONARCHIE ET LA CLASSE DIRIGEANTE AU MAROC

OCTAVE MARAIS

LE MAROC est celui des trois pays d'Afrique du Nord où la continuité de la classe dirigeante¹ s'affirme le plus nettement à travers tous les régimes qui se sont succédé depuis un siècle. Il semble cependant que ce groupe ait progressivement renoncé, au cours des dix dernières années, à jouer un rôle politique actif. Cette situation paradoxale demande un essai d'explication, mais n'est pas unique dans le Tiers Monde. Fanon a dénoncé il y a longtemps la démission des bourgeoisies nationales rivales, héritières et complices du pouvoir colonial auquel elles succédaient. L'usure et la déception leur faisaient bientôt laisser place à une contre-élite. La petite bourgeoisie accédait au pouvoir grâce à l'armée ou au parti unique.

Au Maroc, le renoncement politique de la bourgeoisie après l'indépendance a laissé le champ libre à un renouveau politique de la monarchie. Sans emprise réelle sur le pouvoir, la classe dirigeante a pu orienter la transformation de la société marocaine. En compensation, la situation économique de ses membres a été maintenue. Cette orientation découle pour une large part du caractère particulier du système politique marocain, mais aussi de facteurs plus généraux. L'expression « pays en voie de développement » suppose trop souvent comme allant de soi un grand dessein mobilisant les ressources et les volontés pour la construction d'un système social plus juste fondé sur une économie moderne. Ces données restent valables au niveau des idéologies ou des justifications. Dans la réalité, des changements sociaux considérables

1. Par ce terme, on entendra la bourgeoisie représentée au moment de l'indépendance par l'Istiqlal. Cette classe ne se dissocie pas encore nettement au Maroc des nouvelles classes moyennes salariées.

se sont produits souvent en prenant l'apparence de mouvements imperceptibles tant qu'ils ne sont pas irréversibles.

La classe dirigeante est assez clairvoyante pour se rendre compte de la précarité d'une telle situation plus subie que voulue. Elle ne saurait cependant remettre en cause sa participation aux avantages du système actuel. Elle conserve toutefois l'illusion de pouvoir survivre aux bouleversements qu'elle pressent. Au pire, certains de ses membres seraient prêts à renoncer à leur pays plutôt qu'au niveau de vie et aux habitudes culturelles de la bourgeoisie occidentale qui sont les leurs depuis l'indépendance.

I. INFLUENCE DU CONTEXTE POLITIQUE DE L'INDÉPENDANCE

L'indépendance n'a pas été un triomphe sans partage pour les dirigeants du mouvement nationaliste. D'un côté, Mohamed V héritait des pouvoirs et des moyens du résident général, de l'autre, le prolétariat urbain et les ruraux réclamaient des avantages à la mesure de leur participation à la libération du pays. La bourgeoisie marocaine aurait pu espérer accéder au pouvoir en 1956 dans des conditions moins précaires ; elle avait le sentiment d'avoir lancé seule, à partir de 1934, un fort mouvement de contestation du Protectorat. La prospérité des années 1945-1950 avait renforcé ses positions économiques ; elle avait su à la fois tirer parti du développement du prolétariat et intégrer cette force nouvelle dans le mouvement national. La monarchie apparaissait également comme une force d'appoint considérable mais non dominante. Mohamed V faisait figure de président d'honneur du parti. Mais, suivant un accord tacite, le Roi et les nationalistes conservaient chacun de leur côté une certaine liberté de manœuvre.

Les leaders bourgeois de l'Istiqlal avaient réussi sous le Protectorat à représenter la population marocaine dans les instances officielles du Conseil du gouvernement. L'élite de formation moderne, qu'elle fût ou non d'origine bourgeoise, venait naturellement à eux.

En 1956, leur situation est nettement moins favorable, pour plusieurs raisons. En premier lieu, la plupart des dirigeants officiels de l'Istiqlal ont été emprisonnés ou exilés à partir de 1952. La lutte contre le Protectorat est alors reprise en milieu urbain par des cadres

moyens issus du prolétariat que les dirigeants bourgeois ne contrôlent plus. D'autre part, l'exil de Mohamed V influence les rapports entre le Roi et le parti. Jusqu'alors, le mouvement nationaliste n'était pas soumis au Roi. Après le 20 août 1953, le Roi devient le symbole du nationalisme et son retour constitue un préalable politique pour le Mouvement.

Enfin, en milieu rural, d'autres forces vont bientôt se lever, animées par des hommes ayant une allégeance personnelle à l'égard du Roi, mais indépendants, sinon hostiles à l'Istiqlal. A la conférence d'Aix-les-Bains, les dirigeants nationalistes sont encore les principaux interlocuteurs du gouvernement français. Mais ils ne sont plus en mesure de confisquer l'indépendance à leur profit. Très vite, d'ailleurs, devant la montée des périls, les négociateurs français en viendront à penser que le retour de Mohamed V est le seul moyen de contrôler la situation. Lorsque les transferts de pouvoirs se font au profit du Roi, les nationalistes bourgeois ne peuvent qu'applaudir.

Une fois installé au pouvoir, Mohamed V leur cède une part importante des moyens qui viennent de lui échoir. Ils s'en servent pour tenter de faire rentrer dans le rang les groupements prolétariens et ruraux qui ont « œuvré » en dehors d'eux, et pour s'imposer à nouveau à la monarchie. Ils parviendront plus facilement à contrôler, au besoin par la violence, la résistance urbaine que la résistance rurale, dont les cadres et les problèmes sont aux antipodes de leurs préoccupations ; ils useront leur énergie à essayer d'obtenir la domination sans partage de la société politique. Certains voudraient prolonger l'indépendance par une réforme sociale plus profonde. L'ampleur des problèmes les fait hésiter. Faute de parti unique, ils préfèrent attendre l'échec de leurs adversaires et au fond d'eux-mêmes ils ne désespèrent pas de convaincre le Roi. A défaut, ils temporisent avec l'espoir de pouvoir s'appuyer sur une Algérie indépendante socialiste.

Paradoxalement, le seul moyen pour la classe dirigeante marocaine d'assurer son autorité sur les autres groupes sociaux et de se maintenir en face de la monarchie, aurait été de devenir l'héritière du pouvoir colonial. Il lui aurait fallu des leaders politiques assez habiles pour obtenir des dirigeants français des concessions importantes contre une renonciation au retour immédiat de Mohamed V. Ils auraient eu la tâche ingrate de faire accepter l'indépendance sans le Roi ou de ne lui réserver que les pouvoirs limités dont jouissait Ben Arafa. Bourguiba aurait pu tirer parti d'une telle situation. Mais aucun des leaders nationalistes n'était en mesure, au Maroc, de tenter cette performance, et aucun de leurs interlocuteurs français, conservateur ou socialiste,

n'était décidé à leur faire confiance. La réparation du coup de force d'août 1953 s'est donc traduite par un rétablissement sans restriction des pouvoirs du Sultan.

A l'opposé, Mohamed V et les représentants de la monarchie ont habilement su jouer, d'Antsirabé à La Celle-Saint-Cloud, une opération de charme qui aboutissait à désarmer leurs anciens adversaires.

II. EFFETS DES TRANSFORMATIONS SOCIALES DU MAROC APRES L'INDÉPENDANCE

Les dirigeants nationalistes pensaient, une fois l'indépendance acquise, entraîner la monarchie dans une politique de transformation du pays ayant sa propre dynamique. Leur erreur tactique fut de croire qu'ils pourraient continuer à fédérer sous leur direction les autres forces profondes du pays, après 1956, qu'il s'agisse de la monarchie, du prolétariat ou des paysans. Le véritable facteur d'unification était en fait la lutte contre la puissance coloniale. Les dirigeants bourgeois de l'Istiqlal n'avaient été que des intermédiaires agréés pour une tâche qui rencontrait alors un accord unanime : libérer le pays et assurer le retour du Roi.

Méconnaissance du mécontentement rural

Lorsque ces dirigeants sentent les dissensions se produire, ils sont tentés de réagir en Jacobins — d'assimiler les opposants à des traîtres², d'entamer des procédures d'épuration, et de confiscation. Les lois de 1957, dirigées contre les personnes et les biens des anciens collaborateurs, répondent à cet égard à un double but : elles veulent, d'abord, montrer que l'on ne reculera pas devant les solutions radicales pour maintenir l'unité nationale ; elles procèdent aussi d'une analyse confuse et erronée de la situation du monde rural après l'indépendance.

Pour l'Istiqlal, les manifestations d'opposition qui se font jour sont le fait d'anciens caïds éloignés de leurs charges mais conservant une puissance matérielle qu'il convient de détruire au plus vite. Dans

2. Et de laisser l'Armée de libération procéder à de nombreux enlèvements.

L'opposition d'Addi Ou Bihi, de Lahcen Lyouissi ou d'Aherdane, ils ne veulent voir que des manœuvres de notables ruraux et d'officiers d'Affaires indigènes nostalgiques ; ils ne ressentent pas, par méconnaissance du milieu, à la fois les traditions qui pèsent sur le monde rural et le désir d'une action aux effets immédiats. Les ruraux ont bientôt l'impression qu'on veut leur faire supporter seuls le poids des changements sans leur accorder leur juste part des améliorations sous forme d'écoles, de routes, de dispensaires... Ils réagissent par la violence, suivant le mode ancestral, mais les buts de la révolte ne sont plus uniquement ceux de l'ancienne Siba.

La première vague de cadres citadins nommés en récompense de leur militantisme, commet des erreurs qui l'isolent de ses administrés ; ceux-ci se réfugient bientôt dans l'attentisme ou dans l'hostilité déclarée. S'ils refusent l'autorité politique nouvelle du parti, ils acceptent celle du Roi qu'ils sentent plus attentif à leurs problèmes. On voit ainsi, paradoxalement, le Rif, le Moyen Atlas ou le Tafilalet se révolter au nom du Roi, subir la répression énergique du Prince héritier et conserver une fidélité profonde à la monarchie. Le gouvernement n'a pas, en outre, les moyens d'appliquer la politique rigoriste qu'il souhaiterait mettre en œuvre³.

D'autre part, la réforme agraire projetée, qui serait le seul moyen réel de limiter le pouvoir politique des notables ruraux, entraîne un conflit au sein du groupe dirigeant entre les bourgeois traditionnels, qui conservent encore de fortes assises terriennes — à commencer par le Souverain — et les responsables issus de milieux plus modestes appartenant à la fonction publique ou aux professions libérales. A cela s'ajouterait un conflit avec la France dont les ressortissants contrôlent un million d'hectares de terres de colonisation. Or les nationalistes qui ont volontiers recours, de 1956 à 1960, au thème de la lutte contre le néo-colonialisme, ne souhaitent pas courir le risque d'aventures militaires ou de représailles économiques graves, même par solidarité avec l'Algérie.

Compromis avec les autres groupes

En revanche, la pression du prolétariat urbain exprimée alors par l'U.M.T. surprend moins les dirigeants nationalistes que ne le font les mouvements du monde rural ; ils savent que la première revendication

3. Le bras séculier appartient au Roi qui contrôle l'armée et la police.

de la clientèle du syndicat, constituée d'ouvriers dotés d'un emploi permanent, est la stabilité. Cela suppose que l'on ne bouleverse pas trop une organisation de la production et des services publics parfois peu efficace, tout en maintenant un ton de revendications conforme à l'idéologie socialiste. Sous le gouvernement d'Abdallah Ibrahim, l'aile gauche du mouvement national s'appuie sur le syndicat pour mener une politique d'investissements industriels contrôlés par l'Etat. Cette politique aboutit à une augmentation des emplois qui se révèle plus modeste qu'on ne le pensait au départ⁴.

D'autre part, les élites bourgeoises ont été, de 1956 à 1960, prisonnières de schémas de transformation de la société marocaine hérités de la période libérale du Protectorat, faute d'avoir élaboré d'autres solutions entre temps. Ce réformisme adapté ne suscitera guère d'enthousiasme. Si, d'un côté, les paysans déçus ne font confiance qu'aux leaders affirmant leur fidélité inconditionnelle à la monarchie, d'un autre, les ouvriers sont enclins à marquer la distance entre les revendications professionnelles et l'action politique.

La scission de l'Istiqlal en 1959, qui aurait pu être un nouveau départ, se traduit par un échec. Les classes moyennes urbaines appuient l'action de l'U.N.F.P. mais ne sont pas assez nombreuses ni assez décidées pour peser sur l'orientation du pays. Bientôt leurs efforts sont employés à se tailler une place dans les vides laissés par le départ des Européens et des Israélites. Les créations d'emplois publics dans l'armée, la police, l'Education nationale, les Affaires étrangères, l'administration économique, suffisent encore pour un temps à absorber l'énergie de ceux qui auraient aspiré autrement à de grands bouleversements sociaux.

Lorsqu'en mai 1960 Mohamed V prend le pouvoir pour le faire exercer par le Prince héritier, il relance les idées de modernisation. Le résultat de l'action directe de la monarchie n'est pas plus probant que celui des hommes politiques de la première génération qui a suivi l'indépendance. Mais elle conservera un semblant d'opposition pour éviter de se trouver directement impliquée dans les échecs de la politique gouvernementale. Les remaniements ministériels maintiennent la compétition entre les élites et donnent l'illusion d'une vie politique.

Dans le nouveau système, la position de la classe dirigeante est assez originale pour qu'on y prête attention ; elle associe le refus des responsabilités en tant que groupe à la participation individuelle au pouvoir. La place exceptionnelle de la monarchie est une merveille

4. Un des buts de cette politique était aussi de libérer le pays de l'emprise économique française sur la production et sur le commerce extérieur.

leuse excuse pour les élites ; son soutien populaire et ses moyens de pression enlèvent toute possibilité d'action collective.

Il est difficile pour les individus de rester sur une position de refus. La crainte d'un appel individuel sous les drapeaux donne aux offres royales une allure d'ordre de réquisition, d'autant plus qu'il n'existe pas au Maroc de secteur privé à l'abri de l'emprise du pouvoir.

L'émigration intérieure n'est pas possible. Seul le départ à l'étranger resterait pour les cadres le moyen de se défendre contre une pression trop forte. Les capitaux de la bourgeoisie connaissent depuis longtemps déjà le chemin des banques suisses ou américaines⁵. Rares sont encore les cadres ayant fait leurs preuves qui choisissent le départ définitif. Tout au plus recherchent-ils les postes diplomatiques avec plus d'intérêt. Dans l'immédiat, leur participation au système leur assure des avantages matériels certains, compensés par un sentiment de conscience malheureuse. Cette situation ne peut pas s'éterniser mais on ne voit pas cependant à bref délai les perspectives de changement qu'elle présente tant au niveau des groupes dirigeants que de l'ensemble de la société.

Les bases économiques de l'absence de changement social

Dans les pays du Tiers Monde, les idées de transformation de la société et de planification vont généralement de pair. Certes, les plans n'ont pas manqué depuis l'indépendance du Maroc (le dernier plan est le cinquième depuis 1958). Mais jusqu'alors les gouvernements ne se sont guère efforcés, une fois les plans adoptés, d'en poursuivre la réalisation. Le plan quinquennal 1960-1964 a été abandonné au bout de six mois. Chaque visite du Roi à une province se traduit par des promesses de construction de ports, de routes ou de barrages, qui ne figuraient pas jusqu'alors dans les prévisions. Les plans servent d'exercices de style aux fonctionnaires et d'alibi aux hommes politiques. Derrière l'écran des discours, la réalité économique est moins brillante : au lieu des 4 ou 6 % de taux d'accroissement du produit national brut attendus, on trouve des taux de 2 à 2,5 %. Dans de nombreux secteurs, les investissements ont cessé depuis dix ans. La production est stagnante, les capitaux s'en vont. Le commerce extérieur était, avant sa nationalisation, en juillet 1965, une des filières les plus utili-

sées pour le désinvestissement. La production agricole est insuffisante ; il faut importer des céréales une année sur deux.

En face de cette détérioration du système économique de base, on assiste à une augmentation considérable des dépenses improductives de l'Etat. Les emplois publics sont passés, de 1956 à 1967, de 60 000 à plus de 230 000⁶ — largement au-delà de ce qui était nécessaire pour remplacer les Français et un grand nombre d'Israélites marocains. Les projets industriels ont créé, à un coût élevé pour l'Etat, quelques beaux ensembles employant peu d'ouvriers. Les industries agricoles (sucreries) auraient un avenir plus brillant si leur gestion administrative ne risquait pas de tarir leurs sources d'approvisionnement et si les créations nouvelles n'étaient pas d'abord motivées par les profits indirects provenant des marchés publics.

Seul le tourisme fait preuve d'un dynamisme authentique. Il est en passe de devenir la première activité nationale, du fait de la carence des autres secteurs. Les dépenses d'infrastructure, routes, aérodromes, l'ont favorisé. Leur rentabilité est, en dépit de ce facteur, loin d'être assurée.

L'évolution économique de ces dernières années ne fournit donc pas la base d'un changement social profond. Elle reflète la politique de statu quo de la monarchie. Les seules forces qui poussent de façon aveugle à un changement sont la pression démographique, qui se traduit surtout par un mouvement d'urbanisation concentré sur le cordon littoral allant de Kénitra à El Jadida, et l'augmentation du nombre des effectifs de l'enseignement. Il faudrait y ajouter l'accroissement excessif des emplois publics et privés qui constitue un moyen détourné de distribuer des revenus sans production correspondante.

La politique sociale du régime vise aussi à maintenir le statu quo et à freiner le changement. Le planning familial, les projets d'habitat rural, la renonciation à une scolarisation totale ont une signification idéologique qui dépasse la simple nécessité technique du moment, qui est incontestable. Comprise dans un grand dessein de développement qui ferait appel à l'enthousiasme et même à la contrainte, assumée par un groupe qui organiserait son avenir collectif, elle prendrait le sens de palliatifs temporaires. Au Maroc, la rhétorique est trop évidente ; l'effet multiplicateur de l'enthousiasme ne paie plus. Les élites ont été usées par la monarchie ; elles peuvent encore l'aider à gérer le système, mais leur puissance créatrice semble atteinte pour longtemps.

5. Un grand bourgeois comme Laghzaï dirige sans doute actuellement des affaires plus importantes aux Etats-Unis qu'au Maroc. Il peut accepter avec un certain détachement son éloignement du pouvoir.

6. En comprenant dans ce chiffre les forces armées, la police et le personnel des établissements publics.

III. UNE CLASSE DIRIGEANTE DOMPTÉE TECHNOCRATES ET SERVITEURS DU ROI

Au pouvoir ou dans l'opposition, les dirigeants marocains sont à la fois conscients de la nécessité de transformer le pays et de leur propre impuissance. Depuis le recensement de 1960, la pression démographique a pris une signification redoutable en devenant mesurable ; les illusions d'une croissance rapide disparaissent. Isolés en face des masses rurales et du prolétariat urbain, les dirigeants sont tentés de faire bloc avec toutes les forces qui peuvent aider, le plus longtemps possible, à maintenir un statu quo dont la monarchie et l'Islam sont les bases.

Le Roi, qui, à certains moments, a eu le désir de prendre la tête du courant de modernisation, s'est vite rendu compte qu'il donnerait libre cours à des forces qu'il ne pourrait plus contrôler. En revanche, en misant sur le sentiment religieux, sur des allégeances personnelles et en pratiquant une politique classique d'arbitrage entre les individus et les groupes, Hassan II restait, à sa propre surprise peut-être, maître du jeu.

Dans ces conditions, aucune force n'est en mesure de remettre en question l'orientation donnée par le Roi. Les partis sont laissés libres de leurs décisions tant qu'ils ne se mêlent pas d'action politique. Depuis le complot de 1963, leurs cadres savent qu'ils sont en liberté provisoire tant qu'ils acceptent de limiter leurs objectifs à un verbalisme révolutionnaire⁷. Les syndicats ne représentent plus une force de contestation redoutable. L'arrestation de Mahjoub Ben Seddiq en juin 1967 en est une preuve.

Seul un groupe restreint de dirigeants constituant la clientèle du Palais est associé aux responsabilités du pouvoir et aux profits matériels qui en découlent. Les anciens dirigeants issus du Mouvement national conservent leurs positions dans l'administration ou dans le domaine économique. Les avantages divers acquis au lendemain de l'indépendance ne sont pas remis en cause, qu'il s'agisse des situations ou des propriétés. Mais le Palais monopolise maintenant le pouvoir de décision et le contrôle des affaires nouvelles. Les profits indirects

7. Voir à ce sujet l'article de John WATERBURY, « Marginal politics and elite manipulations in Morocco », *Archives européennes de sociologie* 8 (1), 1967, pp. 94-111.

que l'on peut tirer des grands marchés de l'Etat, des associations avec les milieux d'affaires étrangers, de la négociation des terres de colonisation⁸ lui permettent de détenir une puissance économique surclassant celle de la bourgeoisie ancienne. Les méthodes employées n'ont pas encore épuisé toutes les possibilités. Certains projets de grands travaux ou de constitution de sociétés s'assurant l'exclusivité des fournitures ou des débouchés d'entreprises nationales permettraient d'accroître le rendement du système actuel.

Le pouvoir peut encore ménager la première génération de dirigeants et adopter même certaines de leurs idées pour semer la confusion. Il devient déjà plus difficile de continuer à intégrer les nouveaux diplômés formés par les universités au Maroc et à l'étranger. Si les possibilités sont encore très grandes pour les techniciens, elles deviennent plus réduites pour les administrateurs⁹. Il semble que le Roi soit conscient du danger. En 1967, à Tanger¹⁰, devant un auditoire d'élus locaux et de cadres de l'agriculture, il a nettement marqué son intention d'orienter la formation des cadres vers le secteur technique et de la limiter aux possibilités d'utilisation par le pays. Pour lui, « un intellectuel au ventre vide est un carnassier ». L'attrance des écoles est un leurre ; elle conduit trop d'étudiants à une impasse dangereuse pour eux-mêmes et pour le pays par la confusion des valeurs qu'elle introduit : « Si personne ne veut cultiver la terre, si nous devenons tous des intellectuels, nous n'aurons plus qu'à manger des crayons ». Pour limiter les revendications d'élites mal intégrées, on s'oriente vers une politique ambiguë de formation des cadres qui ne dissimule pas entièrement ses intentions conservatrices.

Les conditions de la survie : prudence et sollicitude à l'égard des ruraux

La politique pratiquée à l'égard du monde rural marque aussi un désir de ne pas se laisser entraîner plus loin qu'on ne voudrait. On ne parle plus de réforme agraire ou de limitation de propriété : les terres de colonisation disparaissent au cours des ans au profit des privilégiés.

8. Qu'il est en principe impossible de vendre ; mais de monstrueuses dérogations permettent aux officiers, aux hauts fonctionnaires et aux familiers du Palais de se constituer des apanages à bon compte.

9. Les cadres de formation arabe ont beaucoup de mal à s'intégrer. Or ils sont incontestablement plus proches du vieux fonds du pays que leurs camarades issus des universités étrangères.

10. Le 7 septembre 1967 ; voir deux versions différentes du même discours dans *Le Petit Marocain*, 8 et 9 sept. 1967.

L'accroissement de la production est recherché plutôt par une politique d'irrigation que par des réformes de structures. Les délais nécessaires pour construire les barrages laissent le temps de songer à l'utilisation de l'eau. Les profits immédiats compensent des désagréments futurs. La Promotion nationale permet entre temps de stabiliser, grâce à l'aide américaine, le surplus de population ou, au mieux, de retarder son départ vers les bidonvilles : les paysans les plus actifs qui, en d'autres temps, se seraient révoltés contre le pouvoir, s'efforcent d'obtenir un passeport et d'émigrer vers l'Europe.

Une bourgeoisie rurale semblerait en mesure de se développer maintenant. A ses échelons les plus élevés, elle s'appuie souvent sur le pouvoir. Les propriétaires qui exercent des fonctions administratives locales, parfois modestes, ne sont pas rares, même dans les régions riches. Ils ont ainsi plus facilement accès au crédit agricole et à l'aide des services publics. Cette bourgeoisie ne se pose donc pas en concurrente de l'administration ; elle souhaiterait cependant regrouper sous sa direction la classe moyenne des petits propriétaires de 10 à 25 hectares, qui commencent à sortir du système agricole traditionnel de l'autoconsommation.

Les partis sont trop faibles et leurs cadres locaux sont généralement composés de petits fonctionnaires, postiers, instituteurs, infirmiers¹¹ qui ne s'intéressent pas au monde rural ou sont même en conflit avec les paysans (forestiers ou personnel des centres de travaux) et ne peuvent guère prétendre exercer d'influence.

Pour une large part, le monde rural est encore contrôlé par les élites traditionnelles, et surtout par le réseau de l'administration locale qui veille à ne pas laisser se développer d'organisation concurrente. Son action vise plus à calmer les revendications par des distributions de moyens de subsistance qu'à engager les ruraux dans une politique de transformation. Elle craint trop les conflits que des réformes de structures ne manqueraient pas d'entraîner.

Cette attitude ne peut durer indéfiniment ; la pression démographique, l'enseignement, la pénétration du monde extérieur par toutes sortes de canaux créent de nouveaux besoins qui ne sont pas seulement des besoins de nourriture. Le point de rupture ne semble pas atteint, bien que l'on ait souvent l'impression d'en être proche. Les régions déshéritées ayant conservé une certaine personnalité, comme le Rif et le Souss, associent la soumission apparente à un fonds d'irrédentisme.

11. Les petits fonctionnaires ont, du temps du Protectorat, joué un rôle très important dans l'expansion du nationalisme. Le manque d'enracinement de leurs successeurs est sans doute la cause de leur existence politique.

Fermeté à l'égard du prolétariat urbain

A long terme, l'évolution du milieu urbain, par son caractère inévitable, aura-t-elle davantage d'importance ? Certes, les travailleurs organisés semblent plus soucieux de conserver leur emploi que de s'engager dans une action politique. Le recensement de 1960 dénombre à Casablanca un chiffre de chômeurs égal au tiers du chiffre des personnes occupant un emploi. Depuis lors la situation n'a pu que s'altérer du fait de la pression des nouveaux venus et de la réduction des activités industrielles.

Contrairement à une idée reçue, qui provient sans doute d'une mauvaise interprétation de la situation coloniale¹², les bidonvilles ne posent pas de problèmes de contrôle et d'encadrement insurmontables à l'administration. Il en est autrement des nouvelles médinas.

L'attitude des populations résidant dans les bidonvilles est encore largement traditionaliste et plus proche du milieu rural que de l'univers urbain. Leur extrême dépendance les place souvent à la merci de l'administration et de ses agents pour une aide, un emploi temporaire ou une simple tolérance de vente à la sauvette. Leur emprise même sur le sol est trop précaire pour ne pas être menacée. L'administration ne manque pas d'intermédiaires — commerçants, vendeurs de courant électrique, organisateurs clandestins de lotissement — qui ont intérêt à l'aider et à être par là-même renforcés dans leur position à l'égard des habitants du bidonville. Enfin, comme on l'a souvent noté¹³, une trop large misère prédispose plus à la résignation qu'aux revendications¹⁴. Les éléments les plus agressifs sont souvent les chômeurs récents qui n'acceptent pas de renoncer sans lutter à leur ancien statut social, à la possibilité d'envisager un avenir meilleur pour leurs enfants. Ils ont été le fer de lance des émeutes de mars 1965 à Casablanca.

Quelques possibilités d'échapper à la condition du prolétariat urbain existent encore pour ceux qui ont un minimum de moyens financiers ou de relations : d'une part, les petits emplois de l'administration, chauffeur, chaouch, militaire ; d'autre part, la possibilité

12. Pendant la période coloniale, les bidonvilles ont pris une large part au terrorisme et à la résistance. Mais leur engagement principal se situe après l'exil du Sultan. Les motivations collectives ne sont pas tellement différentes de celles du Maroc rural ; elles ont plus le caractère d'aspirations millénaristes et religieuses que celui d'une lutte pour la justice sociale.

13. BERQUE (Jacques), « L'idée de classe dans l'histoire contemporaine des Arabes », *Cahiers internationaux de sociologie*, déc. 1965, pp. 169-184.

14. Pour certains, l'usage du Kif tient le rôle que l'alcool pouvait jouer pour le prolétariat européen au XIX^e siècle.

d'émigrer. Même si les débouchés réels sont limités, la part de rêve et d'énergie que les prolétaires urbains peuvent consacrer à la conquête d'une « place » ou d'un passeport est plus grande que celle qu'ils consacrent à l'action politique. Des explosions de violence peuvent certes se produire, mais elles ne présentent pas une menace réelle pour un pouvoir décidé à les écraser et techniquement en mesure de le faire.

* *

Depuis l'indépendance, la monarchie marocaine donne l'impression de vouloir limiter les transformations de la société de façon à ne pas bouleverser les rapports entre les groupes. Elle ne veut pas courir le risque d'avoir à accepter des changements dont elle ne serait pas en mesure de contrôler les effets. Le pouvoir ne peut cependant se cantonner dans une attitude de refus total semblable à celle des conservateurs du XIX^e siècle. La temporisation aurait pu être une politique acceptable si le gouvernement marocain n'avait eu qu'à prendre en charge l'héritage du Protectorat et à faire face à une expansion démographique limitée. Or le problème est loin de se poser en des termes aussi simples. On a souvent l'impression que l'ampleur des difficultés créées au niveau des dirigeants une sorte de blocage du pouvoir de décision.

Engager le pays dans un développement économique rapide suppose la mise en place d'un ensemble de règles et de forces politiques autonomes, que ces forces soient celles d'un parti, d'une bureaucratie ou d'une armée ; cela suppose aussi sans doute que l'on se décide à mobiliser les masses urbaines et rurales par un ensemble de mesures de propagande et de contrainte.

Un tel schéma de développement aboutirait pour le monarque à abandonner le contrôle direct du pouvoir ou, au contraire, à en assumer la responsabilité totale dans des conditions qui remettraient en cause les principes mêmes de son gouvernement. Faute d'accepter de poser le problème en ces termes, le Maroc doit renoncer à une politique de développement rationnel. Les transformations qui doivent cependant s'accomplir sont plus subies que voulues. Pour gagner du temps, la monarchie accommode les restes de la « politique indigène » du Protectorat. Mais elle n'a pas encore trouvé de groupe social pouvant lui servir de relais efficace.

Faut-il en conclure qu'une crise semble inévitable à bref délai ? Pour le moment, aucune force n'est en mesure de la provoquer ni d'en profiter. La classe moyenne technicienne qui, ailleurs, anime les

partis uniques ou les mouvements militaires, a jusqu'alors, par une série de renoncements successifs, accepté de se rallier à la politique du Roi, suivant l'exemple d'une bourgeoisie entraînée depuis longtemps à ce genre de compromis avec le makhzen. Elle semble également effrayée par l'ampleur de la tâche et inquiète des réactions imprévisibles des masses, urbaines ou rurales, en cas de changement. Elle accepte donc dans sa grande majorité de se rallier, avec quelques restrictions mentales, à une politique qui se borne à canaliser les forces profondes et à retarder les solutions.

Les élites marocaines, anciennes ou nouvelles, ne jouent plus un rôle actif dans la transformation de la société. Elles se bornent à des activités gestionnaires dans un système dont la conduite leur échappe. Elles sont conscientes du fait que leurs revenus proviennent plus de la qualité de leurs rapports avec le pouvoir politique que de leur place dans la production. La grande majorité ne cherche pas trop à analyser la situation, pour éviter les déchirements.

Mais quel que soit demain le sort de la monarchie, les élites actuelles s'organisent pour lui survivre. Le nouveau régime aura besoin, pense-t-on, de techniciens et d'administrateurs. Leurs enfants, élevés dans les écoles de la Mission culturelle française, assureront la relève en fournissant les cadres de qualité que l'enseignement marocain officiel ne sera plus à même de produire.

Dans l'immédiat, la classe dirigeante agit donc comme un groupe de défense des « dynasties bourgeoises » qui, associées à la monarchie, ont confisqué l'indépendance. En dépit de l'absence d'organisation, le prolétariat urbain et le monde rural font peser une menace sourde. Le maintien de ces privilèges dépend à long terme de l'armée, au risque de voir certains jeunes officiers estimer qu'ils seraient capables de se passer de ces intermédiaires coûteux. Ils pourraient reprendre facilement à leur compte les programmes socialisants de l'aile gauche du Mouvement national et sauraient obtenir de la masse rurale de la nation un consensus assez large. Combien de temps encore ce type d'évolution pourra-t-il être retardé ?